

29. Des réformes visant à développer l'économie de marché sont essentielles pour créer des stimulants incitant au changement et pour permettre au peuple soviétique de mobiliser ses importantes ressources humaines et naturelles. Un cadre clair et agréé dans lequel le centre et les républiques exercent leurs responsabilités respectives est fondamental pour le succès de la réforme politique et économique.

30. Nous avons invité le Président Gorbatchev à nous rencontrer afin de discuter des politiques de réforme et de leur mise en œuvre, ainsi que de la manière dont nous pouvons encourager ce processus.

31. Nous félicitons le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et la BERD pour leur étude sur l'économie soviétique effectuée en étroite collaboration avec la Commission européenne, à la suite de la demande que nous avons formulée à Houston. Cette étude énumère un grand nombre des éléments nécessaires à la réussite de la réforme économique, parmi lesquels figurent un contrôle budgétaire et monétaire et la mise en place d'un cadre d'économie de marché.

32. Nous sommes attentifs au contexte politique général dans lequel les réformes sont menées, notamment « la nouvelle pensée » en matière de politique étrangère soviétique dans le monde. Nous sommes également attentifs à l'importance que revêt le transfert des ressources du domaine militaire vers le secteur civil.

33. Nous sommes préoccupés par la détérioration de l'économie soviétique, source de grandes privations, non seulement à l'intérieur de l'Union soviétique mais également dans les pays d'Europe centrale et orientale.

Moyen-Orient

34. De nombreux pays ont été atteints dans leur économie du fait de la crise du Golfe. Nous nous réjouissons de ce que le Groupe de Coordination financière sur la crise du Golfe soit parvenu à mobiliser une assistance de près de 16 milliards \$ en faveur des pays les plus directement touchés par la crise et nous appelons tous les contributeurs à faire leurs derniers versements bientôt. Les pays participants au sommet, ainsi que le FMI et la Banque mondiale, fournissent une large assis-

tance aux pays de la Méditerranée et du Moyen-Orient.

35. Nous considérons qu'une coopération économique renforcée dans cette région, fondée sur les principes de non-discrimination et d'ouverture des marchés, pourrait contribuer utilement à la réparation des dommages subis et au renforcement de la stabilité politique. Nous accueillons avec satisfaction les plans de certains grands pays exportateurs de pétrole visant à apporter une assistance financière à d'autres pays de la région, ainsi que leur décision de créer un Fonds de développement pour le Golfe. Nous sommes favorables au resserrement des liens entre les institutions financières internationales et les donateurs arabes et autres pays. Nous pensons que ce processus encouragera la mise en œuvre des réformes économiques nécessaires, favorisera l'utilisation efficace des flux financiers, stimulera l'investissement du secteur privé et la libéralisation des échanges et facilitera la réalisation de projets conjoints, par exemple dans le domaine de la gestion des ressources en eau, où notre compétence et notre expertise techniques seraient mises à profit.

Pays en développement et dette

36. Les pays en développement jouent un rôle de plus en plus constructif dans le système économique international, y compris dans l'Uruguay Round. Beaucoup se sont engagés dans une profonde réforme de leurs politiques et adoptent les principes suivants:

- a) le respect des droits de l'homme et du droit, qui encourage les hommes à contribuer au processus de développement;
- b) le pluralisme démocratique et des administrations ouvertes et responsables devant les citoyens;
- c) des politiques économiques saines, fondées sur le marché, pour assurer un développement durable et lutter contre la pauvreté.

Nous félicitons ces pays et encourageons les autres à suivre leur exemple. La bonne gestion non seulement favorise le développement d'un